



Une interview de Serge Préveraud, président de la FNO

« La relance se fera par le prix »

Le rééquilibrage des aides de la Pac est une opportunité pour enclencher un cycle vertueux d'amélioration durable des prix et du revenu des éleveurs ovins.

Un an après la manifestation des éleveurs à Paris, avez-vous soufflé la première bougie ?

Serge Préveraud. Un an après le défilé de Paris, nous ne pouvons pas dire que nous ne sommes pas satisfaits. Après des années et des années de disette, de combats sans issue, parfois d'échecs, nous commençons à voir le bout du tunnel. Et j'ose espérer que nous sommes au début d'une nouvelle ère pour l'élevage ovin.

Concrètement qu'avez-vous obtenu ?

SP : Grâce à Michel Barnier et l'appui de toutes les organisations professionnelles, nous avons obtenu un rééquilibrage significatif des aides de la Pac dans le cadre du bilan de santé au profit de la production ovine. Le mouton qui avait été un peu oublié dans les dispositifs de soutien antérieurs a bénéficié d'un rattrapage grâce à l'enveloppe spécifique de 125 millions d'euros. Sans parler des dispositifs qui ont été actés en matière de gestion de l'herbe et la revalorisation de l'ICHN qui bénéficient également à l'élevage ovin.

Contractualisation

Les aides sont elles suffisantes pour relancer la production ovine en France ?

SP : Bien entendu que non. L'aide à la brebis va soulager les trésoreries, mais ce n'est pas elle qui va faire des kilos de viande. Rien ne se fera durablement sans une politique de prix.

Mais nous voulons profiter du dispositif qui a été approuvé pour enclencher une nouvelle dynamique. Ainsi sur les 24 € de prime à la brebis prévus qui ne seront

accessibles qu'aux éleveurs ayant des performances techniques suffisantes (0,5 agneau né par brebis), nous voulons en réserver trois à une politique d'orientation. C'est-à-dire que ce complément ne serait accordé qu'aux éleveurs qui s'engagent dans la voie de la contractualisation à laquelle nous sommes en train de réfléchir au sein de l'interprofession et qui devra apporter une plus aux éleveurs dans une démarche gagnant/gagnant avec les entreprises.

A terme la vente du produit doit constituer l'essentiel du revenu. Nous sommes d'autant plus convaincus qu'il faut aller dans ce sens, que les aides de la Pac ne dureront pas éternellement et que l'on nous annonce déjà des coupes sombres pour l'après 2013.

Compétitivité

Avez-vous d'autres leviers sur lesquels vous souhaitez intervenir pour relancer la production ?

SP : J'en vois trois, le rapport Porry sur l'organisation économique de notre filière les avaient d'ailleurs identifiés,. Il s'agit d'abord de la technique. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour améliorer la productivité des élevages et réduire les coûts de production. Ce qui renvoie au renforcement de l'appui technique aux éleveurs. Une condition sine qua nom pour améliorer la compétitivité de notre élevage qui souffre d'un handicap par rapport à nos principaux concurrents (Irlande, Royaume-Uni). Pour aboutir à cela, il est nécessaire de rénover rapidement le dispositif actuel. Nous travaillons dans ce sens avec France Agrimer, les instituts techniques, Coop de France et l'APCA.

Outre les élevages, la relance passe aussi par l'amélioration de la compétitivité de la filière. Il ne faut pas avoir peur d'engager une restructuration de nos outils d'abattage qui ont été conçus à une époque où le troupeau français comptait trois millions de brebis en plus. Il ne faut pas que le fonctionnement des structures amont et aval vienne impacter négativement sur le prix payé aux éleveurs.

Enfin, la revalorisation de l'agneau français ne pourra passer que par l'amélioration de la qualité. C'est pourquoi nous devons faire plus sur l'identification du produit, « agneau français ». Or j'observe que les signes officiels de qualité ne touchent que 15 à 18 % de la production nationale. Ce n'est pas suffisant. L'agneau français ne doit pas rester une niche.

Aujourd'hui 40 % seulement de l'agneau consommé dans notre pays est d'origine française. Si nous pouvions progressivement atteindre 50 %, ce serait une belle victoire.

Comment avez-vous accueilli le plan d'urgence de Nicolas Sarkozy ?

SP : Ces annonces vont dans le bon sens. Elles sont une réponse au désarroi des éleveurs. Je les perçois comme un bouffée d'oxygène supplémentaire

indispensable pour tenir jusqu'à la mise en œuvre effective du bilan de santé de la Pac qui n'interviendra pas avant fin 2010. Mais elles ne seront efficaces que si elles aboutissent à une mise en œuvre rapide.

Quoi qu'il en soit cet effort ponctuel de l'Etat doit être relayé par des réponses plus structurantes en termes d'organisation du marché et de renforcement du poids des agriculteurs dans le cadre de la loi de modernisation agricole.